

Les deux peuples

D'un point de vue idéologique, le mot « peuple » peut avoir deux grandes significations différentes comme le rappellent régulièrement les analystes : il peut s'agir du *démos*, qui désigne les citoyens ordinaires, par opposition aux puissants et aux gouvernants, le « peuple » dans sa dimension sociale, les « petits » contre les « gros » ; mais le « peuple » peut aussi se comprendre comme *ethnos*, l'ensemble de ceux qui proviennent d'un « ancêtre commun » (symbolique, bien sûr), les gens « d'ici » par opposition aux gens d'ailleurs, les « nôtres » contre les « autres ».

Les deux définitions sont évidemment l'une et l'autre des constructions sociales, qui ont des conséquences sur la définition de l'in-group ou de l'out-group : Albert Frère ou le Baron Empain font partie de « l'ethnos » belge (pour autant qu'il existe encore) mais pas de son « démos ». C'est l'inverse pour le boucher marocain de Molenbeek qui appartient au démos « belge » mais est rejeté de son « ethnos ».

Le propre du populisme est généralement de mêler les deux dimensions dans une même rhétorique. On renverra notamment aux analyses par Jérôme Jamin¹ de la logique conspirationniste au cœur du discours populiste américain qui articule les deux définitions dans un récit assez élaboré où les « élites » instrumentalisent les « étrangers » pour satisfaire leurs intérêts spécifiques, ou détriment du « peuple ».

L'articulation du « démos » et de « l'ethnos » n'a pas forcément besoin de beaucoup d'éléments factuels pour fonctionner et peut donner lieu à des configurations diverses. Il reste que lorsque les deux clivages se superposent avec une certaine vraisemblance, cela peut donner un mouvement national puissant : lorsque les élites sont étrangères ou perçues comme telles, le sentiment d'injustice (lié à la domination) et le sentiment de communauté (la définition du nous) opèrent dans le même sens et se renforcent mutuellement. Là réside sans doute un des aspects majeurs de la réussite de la résistance anticolonialiste malgré un rapport de forces souvent très défavorable au départ.

Dans le cas du renouveau populiste en Europe, on voit qu'il s'implante là où une force politique – ou un ensemble de forces politiques – a réussi à faire un récit crédible de cette convergence des « deux peuples ». Bien sûr, chaque cas est particulier et les éléments factuels qui servent de base à ce récit sont parfois étonnamment fragiles. Le cas de la Ligue du Nord en Italie est à cet égard intéressant : il a fallu une certaine imagination pour faire de l'élite dominante (le pouvoir romain) le complice d'un « autre » quasi-ethnique (l'Italie du Sud) même si le scénario peut aller chercher quelques éléments historiques datant d'avant l'unification².

Et en Belgique ?

¹ Jérôme Jamin : *L'imaginaire du complot. Discours d'extrême-droite en France et aux Etats-Unis*, Amsterdam University Press, 2009

² Voir notamment *Making Democracy Work* (1993) de Robert Putnam, Princeton University Press

A l'inverse, le cas de la Belgique est quasi paradigmatique : l'articulation des deux conceptions du « peuple », différente en Flandre et en Wallonie, permet de comprendre assez rapidement le succès différent du populisme des deux côtés de la frontière linguistique.

L'imaginaire national flamand se nourrit largement d'un récit historique où le « petit peuple » flamand néerlandophone se bat pour son émancipation sociale contre une classe dominante étrangère, francophone et francophile. Cet imaginaire national s'appuie sur une part indiscutable d'éléments factuels : la bourgeoisie industrielle et financière qui a dominé la Belgique à partir de l'indépendance en 1830 était francophone, y compris, bien sûr, dans les grandes villes flamandes, avec un outre une forte composante anticléricale, et pouvait facilement passer pour « étrangère » face à une population catholique et parlant des variantes patoisantes du néerlandais. Cette vision avait d'autant plus de plausibilité qu'elle pouvait se connecter avec une construction historique déjà disponible, qui faisait de l'aristocratie française l'ennemi historique du peuple flamand. Hendrik Conscience avec son *Leeuw van Vlaanderen* avait installé les bases de cet imaginaire national dès 1838. Lors de la première guerre mondiale, la cohabitation parfois difficile entre officiers majoritairement francophones et soldats flamands a entretenu l'idée que ces derniers servaient de « chair à canon » pour une « aristocratie » étrangère.

Il ne s'agit pas de se prononcer ici sur la réalité de ce récit historique, qui n'est sans doute ni plus ni moins vrai que celui de la « France éternelle », par exemple, mais sur sa cohérence et sa plausibilité. Historiquement, la Flandre a pu construire un « nous » qui associe démos et ethnos et qui a donné de la profondeur idéologique à un projet nationaliste.

L'articulation entre démos et ethnos s'est fait très différemment en Wallonie. Le sentiment « identitaire » des Wallons dans une région industriellement très avancée dès l'indépendance s'est construit d'abord comme un sentiment de classe : ouvriers contre bourgeois. La dimension « démos » a été survalorisée et la dimension « ethnos » initialement peu présente. La classe ouvrière wallonne n'a pas vécu le sentiment d'être dominée par une bourgeoisie « étrangère » et les Wallons ne se sont jamais sentis vraiment ailleurs que chez eux en Belgique. Cela se retrouve encore aujourd'hui, où l'on sait que ce qui subsiste de sentiment belge est essentiellement localisé en Belgique francophone. Cela a produit en Wallonie un imaginaire national plutôt centré sur la Belgique et peu émotionnel : c'est en vain que l'on chercherait en Wallonie le goût des symboles et des drapeaux qui est si frappant dès que l'on traverse la frontière linguistique.

Le nationalisme de « largage ».

Deux moments forts sont venus accentuer le décalage entre le sentiment national des deux côtés de la frontière linguistique. Le premier est la crise structurelle de l'industrie lourde wallonne, qui envoie, dès les années soixante, son modèle économique dans l'impasse (sans, d'ailleurs que la bourgeoisie « belge » réagisse le moins du monde). A ce moment, et sans doute à ce moment seulement, le sentiment wallon aurait pu se muer en sentiment national : le « démos » wallon commençait à se sentir étranger à « l'ethnos » belge, qui était, poids démographique oblige, de plus en plus aux mains d'une bourgeoisie flamande. Au début des années soixante, le « sorpasso » est accompli : la Flandre est devenue plus riche que la Wallonie. Mais la réaction en Wallonie ne sera pas nationaliste : elle sera, à nouveau sociale, avec le projet renardiste associant autonomie et réformes de structure. Quelqu'un comme Michel Quévit proposera pourtant d'interpréter ce retournement comme un « renversement de la domination » : la majorité flamande utilise le pouvoir de l'Etat belge pour

défendre essentiellement les intérêts flamands³. Mais cette analyse fera long feu, tout comme le projet renardiste⁴, en raison du deuxième moment fort qui est le tournant néo-libéral mondial des années 80.

Ce tournant va avoir un double effet. D'une part, il rend caduc le projet de « réformes de structure », qui s'appuie sur un Etat fortement interventionniste, alors que toute la pensée dominante pousse à réduire l'action économique de l'Etat. D'autre part, il change la donne au sein du mouvement national flamand : la fraction belge, qui poussait à conserver un Etat belge démographiquement dominé par la Flandre, cède progressivement du terrain à la fraction flamingante, qui est davantage tentée de se « replier » sur la Flandre. C'est que non seulement l'Etat belge est devenu moins intéressant, mais surtout la *société belge* est devenue un poids : dans le contexte d'une économie de plus en plus globalisée, où les territoires sont de plus en plus mis en concurrence par les acteurs capitalistes transnationaux, l'homogénéité économique et culturelle devient un atout de plus en plus valorisé. Cela suscite, en Flandre, comme partout en Europe, une nouvelle forme de nationalisme qu'on pourrait appeler « nationalisme de largage » : les régions riches cherchent à se construire un micro-nationalisme et à se dégager des ensembles historiques plus vastes où elles étaient insérées, afin de se délier au maximum des contraintes de solidarité.

On comprend dès lors pourquoi cette évolution des cinquante dernières années produit l'émergence d'une identité nationale flamande assertive (et parfois même agressive). A l'inverse, elle produit en Wallonie une identité surtout nostalgique et longtemps arcboutée sur le statu-quo. Il faudra l'interminable crise gouvernementale de 2009-2011 pour que l'opinion publique wallonne (emmenée par les élites politiques) renonce au « nous ne sommes demandeurs de rien ».

Un populisme sans projet national.

Depuis les premiers succès du Vlaams Belang, on attribue l'échec de l'extrême-droite en Wallonie à son absence de leadership et d'organisation. Si on suit l'analyse qui précède, la raison semble beaucoup plus fondamentale. Le populisme a, apparemment, bien du mal à se constituer en force politique d'envergure s'il ne s'appuie pas sur un *projet national*, une stratégie tournée vers l'avenir avec des enjeux au moins autant matériels que symboliques. La Flandre est, à y bien regarder, un exemple frappant : le populisme anti-immigrés du Vlaams Belang lui a valu de réels succès mais il a fini par être envoyé dans les cordes par un populisme avant tout nationaliste, moins marqué par la xénophobie et revendiquant sans ambiguïté son appartenance au champ démocratique. Le Vlaams Belang n'a pas compris à temps jusqu'où il lui faudrait revoir son logiciel post-fasciste pour prétendre à l'hégémonie sur la droite flamande.

A l'inverse, les conditions pour la victoire d'un parti « national-populiste » modéré ne sont pas réunies en Wallonie. La première raison en est que toute l'histoire de l'identité wallonne reste basée sur un récit historique à dominante *sociale* où l'adversaire est le capitaliste et non pas « l'étranger » ou « l'autre ». Dès lors, le PS, apparaît comme le « porteur naturel » de cette identité et il sera d'autant plus difficile à déloger de ce rôle qu'il a toujours compté dans ses rangs l'une ou l'autre personnalité sensible aux thèmes populistes (avec plus ou moins de modération) lorsque la demande sociale semble pousser dans ce sens. La deuxième raison est que la question du « nous » est

³ Michel Quévit : *Les causes du déclin Wallon*, EVO, 1978.

⁴ Et son « avatar » happartiste, plus proche du populisme classique.

beaucoup plus difficile à poser en Wallonie parce qu'elle hésite entre la définition d'un « nous » wallon et d'un « nous » francophone. Imaginer une Wallonie indépendante sans Bruxelles dans un monde qui sera sans doute, à terme, de plus en plus centré sur les réseaux de ville est un pari extrêmement risqué.

Dès lors, la percée d'un parti populiste en Wallonie apparaît hautement improbable. Mais cela ne doit pas forcément rassurer : *l'idéologie populiste* est, elle, bien présente dans la société wallonne, et à défaut de trouver une expression autonome, elle se faufile (à des degrés variables) dans tous les partis et dans tous les médias. Comme on l'a écrit ailleurs dans ce même numéro⁵, à trop se focaliser sur les aspects politiques du populisme, on finit par oublier ce qui fait sa force première : sa capacité de contamination idéologique. L'insuccès récurrent du Parti Populaire ou du Front National ne doit pas nous empêcher de voir que bien des acteurs, au sein même des partis démocratiques ou dans les médias, flirtent avec le populisme xénophobe, pour se faire des voix ou des lecteurs. La société wallonne n'est pas accueillante aux partis populistes. Mais elle n'est en rien immunisée contre les *idées* populistes et si on l'oublie, la (mauvaise) surprise pourrait venir de là où on ne s'y attend pas.

⁵ Marc Jacquemain et Frédéric Claisse : *Que sont les fachos devenus ?*